

Le génocide du Rwanda : l'histoire qui n'a pas été dite

Par Anne Jolis (paru dans le *Wall Street Journal* du vendredi 26 février 2010)

Traduit de l'anglais par Llewellyn Brown

Mme Anne Jolis est rédactrice au *Wall Street Journal* Europe.

« Je vous le raconte comme je l'ai vu », dit Fidèle Simugomwa, ancien chef de la milice extrémiste des Hutus pendant le génocide rwandais, lors d'un entretien avec Serge Farnel, réalisateur de films documentaires. « Les soldats français avaient pris position sur une colline et tiraient sur les Tutsis... Nous [les miliciens hutus. Ndlr. Ména] portions un signe distinctif afin que les Français ne nous tirent pas dessus – nous nous étions dissimulés sous des feuilles d'arbres ».

Un à un, les anciens *génocidaires* filmés par Serge Farnel racontent la même histoire ; à savoir que, le 13 mai 1994, de petites équipes d'hommes blancs, qu'ils décrivent comme étant des « soldats français », vêtus de treillis et transportés dans des jeeps ou des camions, se rassemblaient sur les hauteurs dans l'arrière-pays de l'ouest rwandais. Ils tiraient des coups de feu dans les collines de Bisesero afin de débusquer les Tutsis.

Puis ils visaient directement les hommes, les femmes et les enfants qui prenaient la fuite. Quand les coups de feu cessèrent, les tueurs hutus investissaient les collines. Maniant des machettes, des lances, des massues cloutées, et leurs propres fusils, ils achevèrent les blessés. Une vingtaine de survivants me racontèrent une version identique des événements.

Ce jour-là et le lendemain, 40.000 Tutsis furent massacrés. En tout, environ 800.000 personnes – des Tutsis et des Hutus opposants du génocide – périrent atrocement ce printemps 1994.

* * *

Peu d'événements de l'histoire contemporaine ont laissé davantage de cicatrices dans les consciences occidentales que le génocide rwandais.

Samantha Power conseillère auprès du président Obama, Prix Pulitzer en 2003 pour son livre *Un Problème d'Enfer : l'Amérique et l'Ère du génocide* [*A Problem from Hell: America and the Age of Genocide*], y dépeint un portrait noir de la manière dont l'administration Clinton esquivaient et demeurait passive durant le génocide.

Plus tard, le Président Clinton, en visite à Kigali, la capitale, présenta ses excuses au nom des États-Unis et de la « communauté mondiale ».

En France, en revanche, le récit officiel du génocide donne une image plus reluisante du rôle de l'Hexagone. Le site web du Ministère des Affaires étrangères note que : « Dans les années 1990, la France s'investit dans les efforts de la communauté internationale pour endiguer les tensions au [Rwanda]... La France fut le premier pays à dénoncer le génocide, et entreprit une mission humanitaire. ». Cette mission, qui débuta en juin 1994, sous le nom d'Opération Turquoise, était en apparence supposée créer des zones de sécurité humanitaires.

À ce point de notre analyse, un peu d'histoire s'impose. Bien que le Rwanda fût une colonie belge avant son indépendance en 1962, les Français l'ont considéré, pendant très longtemps, comme une partie de la Françafrique : l'ensemble des pays africains francophones sur lesquels la France continue à exercer une influence paternaliste, parfois positive, le plus souvent opportuniste.

Au Rwanda, cette influence prit la forme d'une relation étroite avec la dictature de Juvénal Habyarimana, prônant la suprématie hutue. Pendant la guerre civile rwandaise, au début des années 1990, les troupes françaises allèrent à la rescousse d'Habyarimana dans sa guerre contre les forces d'opposition du Front Patriotique Rwandais (FPR) – à majorité tutsie, et aussi anglophones – venant d'Ouganda, sous le commandement de Paul Kagamé, aujourd'hui président du Rwanda.

Aujourd'hui, aussi absurde que cela puisse paraître, le gouvernement du président en exercice à l'époque, François Mitterrand, craignait qu'une victoire du FPR ne signifie la perte, non seulement d'un allié de confiance, mais aussi, la perte du Rwanda au profit du monde « anglophone ».

L'événement qui finit par déclencher le génocide se produisit le 6 avril 1994, lorsqu'un avion transportant Habyarimana fut abattu. L'identité des coupables demeure l'un des mystères non résolus de l'histoire contemporaine.

Un éminent magistrat français est convaincu que l'assassinat fut orchestré par le FPR, et il a lancé de nombreux mandats d'arrêt visant de proches collaborateurs de M. Kagamé. Dans le passé, les Français ont aussi déclaré avec insistance que ce qui se déroula au Rwanda fut un « double génocide », arguant que les Tutsis étaient autant les agresseurs que les victimes dans les prémices et l'acmé de l'agonie rwandaise.

Cependant, cette version des événements a aussi ses détracteurs. M. Kagamé nie catégoriquement toute implication dans la mort d'Habyarimana, qui était alors sur le point de réaliser un accord de paix avec le FPR au moment où il fut assassiné.

Le gouvernement rwandais a prétendu, pendant longtemps, que la France joua un rôle actif en soutenant les extrémistes rwandais durant le génocide, faisant état de nombreux *génocidaires* notoires qui ont ouvertement et paisiblement vécu en France pendant des années.

En 1998, le journaliste français Patrick de Saint-Exupéry, qui avait rendu visite aux soldats français durant l'Opération Turquoise, écrivit une série d'articles dans *Le Figaro*, racontant comment les « zones humanitaires » françaises servaient principalement à protéger les tueurs hutus, au moment où ils fuyaient devant l'avancée des forces du FPR.

Ces articles provoquèrent un tollé à l'Assemblée nationale, au point de provoquer la création d'une commission d'enquête, qui arriva en définitive à la conclusion que la France ne portait aucune responsabilité particulière sur le génocide et, au pire, avait été victime innocente de malentendus.

C'est à ce moment-là qu'entra en scène Serge Farnel, un Parisien à la grande carrure, âgé de 44 ans, issu d'une formation dans l'ingénierie aéronautique. La curiosité de M. Farnel pour le génocide fut éveillée, il y a quelques années, lorsqu'il entendit des comparaisons entre les actions commises par la France au Rwanda et le comportement du régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale.

Lors d'un voyage au Rwanda, en avril dernier, il rencontra un survivant tutsi, qui témoignait que les soldats français étaient bien présents en mai 1994, alors que, supposément, il n'y en avait aucun. Au début, Farnel préjugea que sa mémoire de personne traumatisée lui jouait des tours, mais il maintint sa version de l'histoire. Farnel commença alors à interroger d'autres témoins, dont il filma les récits.

Il en résultat 100 heures de film, qui consistent principalement en des entretiens d'individus et de groupes, à la fois victimes et auteurs du massacre, avec également des reconstitutions minutieuses des scènes du massacre.

Il est difficile d'exagérer la rigueur avec laquelle M. Farnel a conduit les entretiens : sur le film, ceux qui sont interviewés s'impatientent parfois quand il les rappelle pour leur poser d'autres questions - comme s'ils étaient des témoins appelés à la barre - sautant sur la moindre incohérence dans leur témoignage.

Tous les survivants des massacres de mai 1994 ne prétendent pas se rappeler la présence de soldats français à Bisesero, cependant, il en y a beaucoup qui le disent, et leurs récits sont cohérents. Après avoir visionné ces témoignages filmés, je décidai de rejoindre M. Farnel au Rwanda, sur le terrain de son investigation, afin de confirmer ces histoires personnellement.



Anne Jolis/ The Wall Street Journal

Des Rwandais attendent pour donner leur témoignage des événements de 1994

« Les Blancs étaient postés sur les hauteurs, et ils nous ont d'abord débusqués de nos cachettes par des coups de feu... Ils cessèrent quand les *Interahamwe* [la milice hutue] arrivèrent, puis

recommencèrent quand nous résistâmes », dit Sylvestre Niyakayiro, un Tutsi âgé de 22 ans à l'époque et qui se rappelle avoir été chassé de colline en colline au cours des trois attaques perpétrées ce jour-là, dirigées par des Blancs.

M. Farnel demande, de manière répétée, si M. Niyakayiro ne mélange pas les dates, si les Blancs de la mi-mai, dont il se souvient, n'étaient pas en fait les soldats français qui arrivèrent à la fin juin pour l'Opération Turquoise, quand un autre assaut fut lancé contre les quelques Tutsis qui demeuraient dans les environs de Bisesero.

« Les jours du 13 et du 14 [mai] furent inoubliables », répond M. Niyakayiro.

Mais qui étaient exactement ces « Blancs » - à supposer qu'ils étaient réellement présents ? « Votre information n'est pas crédible, puisqu'elle ne repose sur aucune réalité historique », écrivit le général Jean-Claude Lafourcade, qui commandait l'Opération Turquoise et qui maintenant dirige une association des soldats ayant servi au Rwanda, dans une réponse par courriel à mes questions, ajoutant « il semble que vous êtes en train de vous faire manipuler ».

Comme l'Élysée, l'association déclare qu' « il n'y avait pas de soldats français au Rwanda au mois de mai 1994 ». L'Institut François Mitterrand, dirigée par Hubert Védrine, proche conseiller de l'ancien président, refusa de faire un commentaire sur cet article.

Paul Barril est un Français qui se trouvait au Rwanda à l'époque. Il est certainement l'un des anciens membres les plus illustres du GIGN, un corps d'intervention d'élite. M. Barril était un conseiller auprès d'Habyarimana, à l'époque de la mort du Président. Selon ses mémoires, publiées en 1996 : *Guerres secrètes à l'Élysée*, dans lesquelles il note que « Suivant l'attaque, commença un cycle de massacres qui conduisirent à l'établissement de la dictature tutsie du pro-américain Paul Kagamé. Plus d'un million de personnes périrent au Rwanda. Quelle importance ? ».

Mes efforts pour contacter M. Barril par téléphone et par courrier électronique dans le cadre de cet article ont été en vains. « Il ne veut pas qu'on le retrouve », me dit son éditeur.

Un récit des activités de M. Barril se trouve dans *"Aucun témoin ne doit survivre : le génocide au Rwanda"* [*Leave None to Tell the Story : Genocide in Rwanda*], rédigé par l'experte renommée Alison Des Forges, une Américaine qui mourut dans un accident d'avion l'an dernier.

Des Forges écrit que M. Barril fut embauché par le ministère de la Défense au Rwanda pour former jusqu'à 120 hommes au tir et aux tactiques d'infiltration pour une unité d'élite, en vue d'attaques derrière les lignes du FPR. L'opération portait le nom de code « Opération insecticide », pour désigner une opération destinée à exterminer les *inyenzi*, les « cafards »... Quand on l'interrogea au sujet de ce programme de formation au cours d'un entretien avec un chercheur de *Human Rights Watch*, [M.] Barril nia toute connaissance à ce sujet et mit abruptement fin à la conversation. »

Les Rwandais que M. Farnel et moi-même rencontrèrent insistèrent sur le fait que les troupes françaises étaient impliquées dans les massacres de la mi-mai. « Je sais que c'étaient des troupes françaises, parce que j'avais été avec eux à Mutara en 1991, » dit Semi Bazimaziki, caporal dans

l'armée rwandaise durant le génocide. « Je connaissais très bien leur manière d'opérer ». Un autre *ex-génocidaire*, Jean Ngarambe, raconte qu'il fut rejeté en tant que guide pour les Blancs en visite, parce que « je ne parlais pas français ». À sa place, ils prirent un autre homme qui parlait français.

Un incident, décrit à la fois par les bourreaux et les victimes, est particulièrement probant. Certains des *ex-génocidaires* se rappellent que, le 12 mai, le jour précédant le début de la boucherie, ils furent convoqués dans un village.

Ils disent qu'un officiel hutu local, nommé Charles Sikubwabo, fugitif actuellement recherché par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, présenta des « soldats français », venus afin de servir de renforts.

M. Sikubwabo ordonna aux tueurs rwandais rassemblés de suivre une certaine route sans attaquer ou approcher des Tutsis sur le chemin. Ils se retrouvèrent quelques kilomètres plus loin, à un endroit nommé Mumubuga où ils trouvèrent plus de 50 Tutsis. Entouré d'hommes blancs, M. Sikubwabo dit aux Tutsis de ne pas avoir peur, que les Blancs étaient là pour les aider, et qu'ils devaient retourner dans les collines pour attendre de l'aide.

Nous savions que c'était une ruse contre les Tutsis », dit Raphaël Mageza, le beau-frère de M. Sikubwabo. Les Blancs servaient de leurres, afin de rassembler des informations au sujet des endroits où les Tutsis se cachaient. Gudelieve Mukangamije, l'une des victimes potentielles de M. Mageza, en convient : « Ils [les Blancs] ne nous donnèrent pas de bâches [comme ils l'avaient promis]. Ils nous tuèrent. Et ils nous donnèrent aux Interahamwe.

* * *

Hier, Nicolas Sarkozy fut le premier président français à poser le pied au Rwanda depuis un quart de siècle. « Ce qui s'est passé ici oblige la communauté internationale, dont la France, à réfléchir à ces erreurs qui l'ont empêchée de prévenir et d'arrêter ce crime épouvantable », a-t-il dit. M. Sarkozy suggéra autrefois qu'un comité d'historiens devait enquêter sur ce qui se passa durant le génocide. Le président français, ajoute le ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner, « ne s'oppose pas à ce que la France regarde son histoire. »

Si tel est le cas, la meilleure façon de commencer serait, pour la France et ses historiens, de regarder les extraordinaires témoignages recueillis dans l'intense documentaire de M. Farnel. Ils ont un devoir moral et historique de considérer les conséquences des preuves présentées par Farnel. Comme le dit M. Farnel : « Aucun pays ne peut fuir son histoire ».

Reproduit avec la permission du Wall Street Journal et celle de Metula News Agency pour la version française.